

ECONOMIE

L'intersyndicale des finances publiques appelle à la grève le 30 octobre

Clicanoo.re publié le 16 octobre 2012 07h09



L'intersyndicale des finances publiques appelle à la grève le 30 octobre

CGTR, Solidaires et FO dénoncent les suppressions d'emplois annoncées dans les trésoreries et les services d'impôt. (Photo FLY)

1 sur 1



SOCIAL

Non aux suppressions d'emplois, voilà ce que veut dire en substance au gouvernement et à ses direction locale et nationale l'intersyndicale des finances publiques. Les organisations Solidaires, CGTR et FO DGFIP appellent à une journée de grève le 30 octobre. Des actions improvisées sont également projetées avant et après cette date. La question récurrente des effectifs est en cause. « Aujourd'hui, la situation est catastrophique, déclare Pascal Valiamin, secrétaire général de Solidaires Finances publiques. Nous avons appris que 2023 suppressions d'emplois étaient prévues en 2013 dans les finances publiques, explique-t-il. Nous estimons que cette mesure se traduira par 20 postes supprimés dans le département sur les 900 agents locaux. Pour nous, c'est impossible. » Les syndicats dénoncent des situations de tension extrême dans les trésoreries et les services des impôts des particuliers (SIP) qu'ils disent constamment engorgés. « À Saint-Paul, les services ouvrent à 8h et ferment à 8h15, le temps de distribuer les tickets pour la journée, rapporte Pascal Valiamin. Les usagers qui arrivent après 8h30 n'ont aucune chance d'être servis. » Dans ces conditions, les organisations syndicales disent déplorer le déni du manque de personnel par leur direction locale. « La Réunion est sous-administrée, affirme Pierrick Ollivier pour la CGTR. Elle compte un agent pour 1000 habitants contre un pour 500 en métropole. Si on poussait la logique jusqu'au bout, on pourrait demander un doublement des effectifs. Or, là, le gouvernement prévoit d'en supprimer 2,5% tous les ans, c'est un comble ! »

Pascal Valiamin rappelle également la spécificité de la Réunion, où de nombreux paiements sont réalisés aux guichets, en espèces et en plusieurs fois. « C'est connu de nos directions, lance le leader Solidaires. On ne peut pas supprimer des emplois dans ce contexte. » Jean-Marie K'bidy, rappelle également, pour la FO DGFIP : « On perd déjà 10 agents par an avec le non-remplacement de deux tiers des départs. »

Après avoir envoyé aux élus un courrier resté sans réponse, par leurs actions à venir, les syndicats disent vouloir créer un rapport de force avant les arbitrages définitifs du gouvernement.

Ils réclament également un état des lieux précis, qui permette d'évaluer de façon objectifs les besoin en personnels de services de l'île. Hier, ils ont commencé par mener une action de distribution de tracts aux usagers, sur les sites de Saint-Pierre et Saint-Paul

S.D.